L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 JANVIER 1870. 43e année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LEMEE,
Imprimeurs-Editeurs-Propriétaires.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 6 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir les annonces.

Par H. Bagot & Co, à leurs salles d'encan, 61 et 63 de la rue de la Vieille-Levée, des cabanes de charretiers, trente emplacements par les derrières entrepôts de Hewes, York, Bourbon et Philadelphie.

Par J. Dixon Jr., aux chantiers de F. Léon, rue Gravier, bonne charrette de neuf pieds de hauteur, comme neuf, 14 mules, harnais, chariots couverts et découverts, ustensiles, selles, etc.

Par H. J. Montgomery & Co., à leurs salles d'encan, rue de Camp, vente régulière d'un grand nombre de meubles, glaces, tableaux, pianos, batteries de cuisine, etc., aux Salles de No 49 à 53 rue de Camp, dans l'après-midi.

Par Orgeron, dans l'entrepôt de Bryden, devant, rue de Gravier, véhicules, etc.

Par O. Vidonne, à 10h. ce jour 24 de la rue Bienville, 1 cheval à chaloper excellent pour l'ami. De plus, à 11 heures, 14 mules bien dressées—Enquête, pour la ville, bœufs, brancards, harnais, chariots couverts et découverts, ustensiles, selles, etc.

Par Vizcaïno & Co, à leurs salles d'encan, 48 et 50 de la rue de la Bourse—Importantes ventes de marchandises et ameublements.

Par Hoffman, Martin & Co, au No 58 de la rue de Chartres—Meublements dans le salon, bagerie de messieurs, etc.

Par Jos H. Robert, au No 68 de la rue Vieille-Levée—Marchandises sèches, horlogerie, linge fin, mercerie, etc. etc.

☞ Acheteurs venant des campagnes trouveront chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

MESSIEURS LES AMATEURS DE
CHOSES RARES,
185.....Sup des Commerce.....185

☞ Achetez vos Boîtes, Batterie de cuisine, Ustensiles de ménage, Verbanderie, chez le CHAPUIS, angle des rues Bienville et Royale.

☞ Nos lecteurs trouveront, dans les jours à la partie anglaise de notre feuille, les arrivages et les départs de navires, steamers et bateaux à vapeur; ainsi qu'une liste des navires partis de Nord et d'Europe, pour la Nouvelle-Orléans.

THEATRES.

Aujourd'hui, Jeudi.

OPÉRA—Twelfth Night Revelers.

ACADEMIE DE MUSIQUE—Pauvre Jacques avec Elise Holt.

STE-CHARLES—Idem, et Une Mer et the Wheel.

VARIÉTÉS—Twelfth Night, comédie.

CRESCENT CITY MUSEUM—Nos 40 et 42 rue de Chartres, vis-à-vis l'Hôtel.

Le Nouveau Ministère Français.

Le câble transatlantique nous a transmis hier la liste officielle du nouveau ministère français. La combinaison primitivement formée par M. Emile Ollivier, dans le but de rallier sous une bannière commune la droite tout entière et le centre gauche n'a pas réussi, les chefs de l'ancien tiers-parti ayant refusé de siéger à côté d'anciens ministres. Après avoir échoué dans toutes les tentatives pour composer un ministère mixte, M. Emile Ollivier a dû revenir à sa première idée de la droite, à l'exception de maréchal Vaillant qui est plutôt un officier de la couronne qu'un ministre, et qui gardera son poste de guerre et de la marine, ministères parce qu'ils sont des hommes spéciaux, beaucoup plus que des hommes politiques, dans les nouveaux ministres, MM. Chevandier de Valdrôme, Segris, Maurice Richard, Louvet, et Darcy sont que nous connaissons. Les noms de Buffet, Talhouet et Louvet sont des notabilités de ce tiers parti qui ne comptait, il y a deux ans, que 36 membres lui qui, à l'ouverture de la session, donnait 75 voix à son candidat pour la vice-présidence. M. Maurice Richard, actuellement député, on a découvert un ministre, ou bien des Beaux-Arts, dans les attributions du maréchal Vaillant, n'a d'autre titre à cette faveur que sa famille personnelle d'Olivier. Olivier, député en 1848, est le Pylade. M. Buffet a été ministre du commerce quand Napoléon III n'était que Président de la République.

La question est maintenant de savoir si ce ministère qui représente presqu'exclusivement les idées de l'ancien tiers-parti, pourra réunir une majorité suffisante pour se soutenir. Si ce cabinet n'a été formé que dans le but d'assurer le vote du budget, il aurait eu avenue chance de succès, car il eût trouvé devant lui l'ancienne majorité compacte et toute disposée à la réélection. Mais, aujourd'hui, les choses ne sont plus dans le même état. Par une manœuvre habile, qui dénote chez le nouveau ministre de l'Empire une certaine habileté diplomatique, M. Emile Ollivier a fait à cette majorité des avances qui ont eu pour résultat de la fendre. Les uns, et ils sont nombreux, ont accepté les propositions de M. Emile Ollivier, d'autres, plus fidèles au gouvernement personnel, et à la contre droit qui a signé un programme presqu'aussi avancé que celui du centre gauche.

Nous avons publié dans notre numéro du dernier le programme du centre droit; celui du centre gauche. Le premier réunissait, le 15 décembre, 126 noms parmi lesquels nous voyons figurer ceux de MM. Ollivier, Chevandier de Valdrôme, Segris, marquis de Talhouët, Louvet, et Maurice Richard. Sur le programme du centre gauche qui comptait 92 signataires, on trouve les noms de MM. Darcy et Buffet. Le centre droit, sur 216 membres, n'en a perdu que 90, et le centre gauche, sur 92, 32 seulement. Ainsi, sur 308 députés, 122 ont déjà fait défection, et il ne reste que 186 députés sur lesquels le ministère peut compter. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, ce nombre est plus que suffisant pour assurer le vote du budget, et le cabinet a dû se dire que, pour le reste, il aurait une majorité de circonstance.

Le ministère Ollivier a pour base celle de la majorité qui a voté le plébiscite. Il a pour lui le centre droit, le centre gauche et une partie de la droite. Il a contre lui la gauche, la droite et une partie du centre droit. Il a donc pour lui 308 députés, contre 186. Il a donc une majorité de 122 voix. Mais, sur ces 308 députés, il y a 122 défections, ce qui réduit la majorité à 64 voix. Or, il est évident que, dans une question importante, le centre droit et le centre gauche ne voteront pas contre leurs propres amendements, et que, dans ce cas, la majorité du ministère sera de 186 voix contre 122, c'est-à-dire de 64 voix. Mais, dans une question de confiance, le centre droit et le centre gauche voteront avec le ministère, et la majorité sera de 308 voix contre 122, c'est-à-dire de 186 voix.

Le ministère Ollivier a donc, en réalité, une majorité de 64 voix dans les questions ordinaires, et de 186 voix dans les questions de confiance. Il est donc assuré de vivre, à moins que la majorité ne se divise sur quelque question importante, ce qui n'est pas probable. Quoi qu'il en soit, nous donnerons demain de plus amples détails sur la nouvelle combinaison.

☞ Le Journal le plus répandu, publié à la Nouvelle-Orléans, dans la Louisiane, et dans tout le Sud-Ouest, est l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

TRANSFERT D'ECURIE.—M. Pierre Didier, successeur de Ch. Lefrocte, prévient son ami, la ville et le public en général qu'il a transféré son écurie de No 56 de la rue d'Orléans au No 68 de la rue St. Louis, entre Royale et Bourbon, où il aura toujours des voitures à louer pour funérailles, mariages et autrement. Voyez l'annonce.

☞ Il n'est pas douteux que les hautes qualités que possède l'étoge de la machine à coudre à point navette de WILCOX & GIBBS, que les poètes, les orateurs, les théoriciens, les philosophes, n'aient de son invention un véritable culte, les intérêts matériels et sur la dextérité de la femme. A vendre par M. B. Holden, 57 et 119 de la rue du Canal.

$35.—UNE SOMME DE SOIXANTE DOLLARS une grande économie qu'en obtenant ces Maîtres à coudre de cinquante cinq piastres, de Grover & Baker. C'est une compagnie sans commande que gale. A vendre au No 120 de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans.

LEGISLATURE.

MERCREDI, 5 janvier.

SÉNAT.—27 membres ont présents.

Le message du gouverneur est lu par le secrétaire.

M. O'Hara demande qu'il en soit tiré 500 exemplaires. Adopté.

Une proposition de M. Ogden pour nommer un comité de trois membres chargé d'examiner l'affaire de l'huissier et les archives est adoptée.

M. Ray, un comité judiciaire, rapporte en faveur de M. John Lynch qui gardera sur lieux placés et côté de sénateur et celle l'arpenteur des Etats-Unis, pour l'Etat de la Louisiane.

AVIS DE BILLS.

Bill de M. Foute pour rappeler la loi sur le jeu.

Un bill de M. Bacon, de même teneur.

Un bill de M. Campbell pour organiser, armer et équiper une milice et pourvoir aux moyens d'instruction.

Bill relatif aux licences; aux amendes judiciaires; comptables; révision et correction de toute partie du volumes enregistrés de l'Etat; rapidité de l'Assemblée générale; pour incorporer l'Association d'assistance des Fermiers, etc.

Par M. O'Hara—Bill relatif à la Compagnie de desséchement de Lafourche.

Par M. Ogden—Relatif au port d'armes et munitions.

Par M. Packard—Relatif à la conduite des élections.

Par M. Wilcox—Autorisant les paiements en Legal Tenders seulement.

Par M. O'Hara — Relatif aux comités de fer.

Par M. Lewis—Pour empêcher l'usure.

Par M. Pollard—Pour autoriser le gouverneur, en certaines cas, à donner des mandats pour l'appréhension de personnes accusées de meurtre et d'autres délits.

RÉSOLUTIONS JOINTES.

Par M. Ogden, pour faire enquête sur les affaires de l'huissier. Déposé.

M. Ray, pour établir une banque d'Etat, pour une somme de 500,000 dollars dans la Louisiane. Envoyé à l'impression.

M. Campbell, pour amender la 99e article de la Constitution. Envoyé à l'impression.

M. O'Hara, pour donner à l'auditeur d'Etat un bureau dans la Maison d'Etat.

RÉSOLUTIONS

Par M. Bacon, pour allouer à l'assistant secrétaire, au clerc et au portier le même nombre de journaux quotidiens et hebdomadaires qu'aux membres.

Par le même—Que 10,00 12 sénateurs se réunissent par deux dans le district qu'ils représentent; que la question soit référée au comité judiciaire pour savoir s'ils peuvent légalement nommer leurs juges comme sénateurs. Déposée.

Par Thompson—Pour incorporer la chemin de fer de Mandeville et Sulphur Springs—Déposé.

Par M. Branghan—Pour réduire au comité judiciaire la question de savoir si le défendeur Campbell a droit à garder son siège ou bien étant quand ou même temps il remplit au Texas une fonction des Etats-Unis. Adopté.

Par M. Campbell—Pétition pour rappeler le bill des abattoirs. Déposée.

M. Bacon demande la suspension du règlement pour discuter le bill rappelant la section de la loi du Revenu qui autorise les saisons de ces paraux licence. Pas d'objection. Le bill est lu. Ce bill autorise la fermeture immédiate des maisons de jeu.

Quelques sénateurs soutiennent que le bill de Revenu ne peut être discuté à la section. Il n'est pas question de la loi qui est révertue, une toute section est insérée après l'adoption de bill et que l'avocat-général aurait dû pourvoir.

M. Branghan est d'opinion que toute la loi de Revenu a été abrogée le 1er janvier 1870, mais ne peut en faire encore mention. Il faut rapporter la loi d'une manière formelle. Référé au comité judiciaire.

M. Ray, un comité judiciaire, rapporte en faveur de M. John Lynch qui gardera sur lieux placés et côté de sénateur et celle l'arpenteur des Etats-Unis, pour l'Etat de la Louisiane.

AVIS DE BILLS.

Bill de M. Foute pour rappeler la loi sur le jeu.

Un bill de M. Bacon, de même teneur.

Un bill de M. Campbell pour organiser, armer et équiper une milice et pourvoir aux moyens d'instruction.

Bill relatif aux licences; aux amendes judiciaires; comptables; révision et correction de toute partie du volumes enregistrés de l'Etat; rapidité de l'Assemblée générale; pour incorporer l'Association d'assistance des Fermiers, etc.

Par M. O'Hara—Bill relatif à la Compagnie de desséchement de Lafourche.

Par M. Ogden—Relatif au port d'armes et munitions.

Par M. Packard—Relatif à la conduite des élections.

Par M. Wilcox—Autorisant les paiements en Legal Tenders seulement.

Par M. O'Hara — Relatif aux comités de fer.

Par M. Lewis—Pour empêcher l'usure.

Par M. Pollard—Pour autoriser le gouverneur, en certaines cas, à donner des mandats pour l'appréhension de personnes accusées de meurtre et d'autres délits.

RÉSOLUTIONS JOINTES.

Par M. Ogden, pour faire enquête sur les affaires de l'huissier. Déposé.

M. Ray, pour établir une banque d'Etat, pour une somme de 500,000 dollars dans la Louisiane. Envoyé à l'impression.

M. Campbell, pour amender la 99e article de la Constitution. Envoyé à l'impression.

M. O'Hara, pour donner à l'auditeur d'Etat un bureau dans la Maison d'Etat.

RÉSOLUTIONS

Par M. Bacon, pour allouer à l'assistant secrétaire, au clerc et au portier le même nombre de journaux quotidiens et hebdomadaires qu'aux membres.

Par le même—Que 10,00 12 sénateurs se réunissent par deux dans le district qu'ils représentent; que la question soit référée au comité judiciaire pour savoir s'ils peuvent légalement nommer leurs juges comme sénateurs. Déposée.

Par Thompson—Pour incorporer le